

## **Cybermalveillance.gouv.fr lance une AlerteCyber concernant une faille de sécurité critique dans Microsoft Outlook**

Paris, le 26 février 2024 – Cybermalveillance.gouv.fr déclenche ce jour une nouvelle AlerteCyber concernant une faille de sécurité critique dans Microsoft Outlook. Il est primordial de la corriger le plus rapidement possible en mettant à jour les systèmes concernés pour réduire les risques d'une cyberattaque.

### **Qu'est-ce qu'AlerteCyber ?**

Mis en place en juillet 2021, AlerteCyber est un dispositif lancé dès lors qu'une menace ou une faille critique est identifiée et qualifiée en tant que telle, conjointement par l'ANSSI et Cybermalveillance.gouv.fr. Son objectif est d'informer les entreprises, collectivités et associations de toute taille face à la menace afin de les inciter à prendre les mesures qui s'imposent pour se protéger.

Dans le cadre du dispositif AlerteCyber, Cybermalveillance.gouv.fr publie ce jour une nouvelle alerte de cybersécurité concernant une faille de sécurité critique dans Microsoft Outlook.

De quoi s'agit-il ? Quels sont les risques encourus ? Quels systèmes sont concernés et surtout, quelles mesures doivent être prises ? C'est précisément ce que détaille cette nouvelle AlerteCyber.

### **Description de la vulnérabilité**

Une faille de sécurité critique immatriculée CVE-2024-21413 a été corrigée dans le produit Microsoft Outlook pour Windows.

Des cybercriminels pourraient très prochainement exploiter cette vulnérabilité pour conduire des attaques massives contre les systèmes vulnérables.

Il est vivement conseillé d'appliquer au plus vite sur les systèmes concernés la mise à jour publiée par Microsoft qui corrige cette vulnérabilité et protège de son exploitation.

### **Quels sont les risques encourus ?**

Espionnage, vol, voire destruction de données suite à la prise de contrôle à distance des ordinateurs concernés.

Pour en savoir plus, connaître les systèmes concernés, les mesures à prendre ainsi que la procédure à suivre, cliquer sur le lien de l'AlerteCyber concernée <https://www.cybermalveillance.gouv.fr/tous-nos-contenus/actualites/alerte-cyber-faille-de-securite-critique-dans-microsoft-outlook-202402>

### **Besoin d'assistance ?**

**En cas de besoin d'assistance, la plateforme Cybermalveillance.gouv.fr permet de mettre en relation les victimes avec plus de 1200 prestataires référencés.**

**Par ailleurs, pour réduire les risques de cyberattaque, il est essentiel de sécuriser ses systèmes en amont.** Cybermalveillance.gouv.fr propose une mise en relation avec des prestataires de proximité labellisés ExpertCyber en capacité d'accompagner les organisations pour la sécurisation de leurs systèmes d'information. <https://www.cybermalveillance.gouv.fr/tous-nos-contenus/label-expertcyber/decouvrir-le-label-expertcyber>



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Assistance et prévention  
en sécurité numérique

Contact presse : [presse@cybermalveillance.gouv.fr](mailto:presse@cybermalveillance.gouv.fr)

Béatrice Hervieu : 01 83 75 74 10

### A propos de Cybermalveillance.gouv.fr

Cybermalveillance.gouv.fr est la plateforme du Groupement d'Intérêt Public Action contre la cybermalveillance (GIP ACYMA). Créé en 2017, ce dispositif national a pour missions la sensibilisation aux risques numériques, l'assistance aux victimes d'actes de cybermalveillance et l'observation de la menace sur le territoire français. Cybermalveillance.gouv.fr propose également un service de sécurisation en s'appuyant sur des professionnels labellisés ExpertCyber. Ses 63 membres issus du secteur public, du privé et du domaine associatif contribuent à sa mission d'intérêt général pour ses 3 publics : particuliers, entreprises et collectivités. En 2023, Cybermalveillance.gouv.fr a assisté 280 000 et accueilli 3,7 millions de visiteurs uniques. [www.cybermalveillance.gouv.fr](http://www.cybermalveillance.gouv.fr)

PREMIER MINISTRE  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE  
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE  
MINISTÈRE DES ARMÉES  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT, CHARGÉE DU NUMÉRIQUE

